

gouvernementales (QUANGOS)¹ qui opèrent dans le domaine de l'histoire publique². Troisièmement, il serait souhaitable que le livre de V. Behr inspire les chercheurs et chercheuses qui travaillent sur les sciences sociales et humaines d'autres pays à revenir à Pierre Bourdieu.

Kornelia Kończal –
Université de Bielefeld

Anomalie ou transformation ? Réflexion critique sur l'état de l'électoratisme français à l'ère du macronisme³

L'ouvrage *Citoyens et partis après 2022*, rédigé par Vincent Tiberj et ses collègues, aborde une question centrale préoccupant les observateurs et analystes de la vie politique française depuis 2017 : les élections ayant vu l'ascension d'Emmanuel Macron et de son parti représentent-elles des anomalies destinées à se résorber, entraînant un retour à la normale après ses deux mandats, ou s'inscrivent-elles dans une évolution progressive et durable des forces politiques du pays ? Répondre à cette question demeure bien entendu complexe tant que son second mandat n'est pas achevé. Toutefois, ce livre offre des éléments de réponse pertinents en analysant systématiquement les élections présidentielles et législatives de 2022 du point de vue des électeurs et des partis. Leur analyse est sans équivoque : ces élections prolongent la dynamique de 2017, suggérant une transformation progressive et structurelle du paysage partisan et électoral français, caractérisée par une érosion des partis traditionnels, ouvrant la voie à de nouveaux partis et à une montée de l'abstention.

Les élections européennes et législatives de 2024 corroborent partiellement cette analyse en

consacrant la « tripolarisation » entre le bloc de gauche, le Rassemblement national (RN) et le camp « macroniste », comme décrit par Florent Gougou, Tristan Guerra et Simon Persico dans la troisième partie de l'ouvrage. Toutefois, il est intéressant de noter que, contrairement aux prédictions des auteurs, les élections législatives de 2024 ont enregistré un taux de participation élevé, avec un rebond de près de 20 points par rapport à celles de 2022. Cette surprise s'explique probablement par le contexte particulier de ces dernières élections, marqué par une polarisation autour de l'axe gauche-droite, une diversification, malgré la constitution d'un front uni à gauche, de l'offre partisane et un calendrier électoral unique où, pour la première fois depuis 1997, les élections législatives n'ont pas été organisées dans la foulée de l'élection présidentielle. Ces trois facteurs, favorisant traditionnellement la mobilisation électorale en France et ailleurs⁴, suggèrent que la thèse des auteurs pourrait être confirmée, avec un retour à un niveau d'abstention élevé en 2027.

Dans cette lecture critique, je commencerai par passer en revue les éléments les plus importants de l'ouvrage en mettant en lumière ceux particulièrement novateurs, notamment sa focale qui dépasse nettement les variables classiques des études électorales françaises telles que les caractéristiques sociodémographiques, ainsi que la multiplicité des données et méthodes utilisées. Ensuite, j'évoquerai les quelques aspects qui, selon moi, auraient mérité un traitement plus approfondi, compte tenu de leur importance dans la politique française, notamment les identités partisans et le vote stratégique. Finalement, je conclurai en replaçant cet ouvrage dans le contexte plus large de l'évolution de l'électoratisme en France.

1. Un QUANGO (acronyme de *quasi-autonomous non-governmental organization*) désigne une organisation financée ou soutenue par le gouvernement, mais qui fonctionne de manière indépendante dans ses prises de décision. Ces structures jouent souvent un rôle dans l'exécution de politiques publiques ou dans la régulation de secteurs spécifiques, tout en restant partiellement autonomes des administrations centrales.

2. Stefan Berger, « Historical Writing and Civic Engagement : A Symbiotic Relationship », dans S. Berger (dir.), *The Engaged Historian. Perspectives on the Intersections of Politics, Activism and the Historical Profession*, New York, Berghahn, 2019, p. 1-31.

3. À propos de l'ouvrage de Vincent Tiberj, Kevin Brookes, Anja Durovic, Tristan Haute, Romain Mespoulet, Simon Persico, Max-Valentin Robert, Amaïa Courty (dir.), *Citoyens et partis après 2022. Éloignement, fragmentation*, Paris, PUF, 2024, 424 p., Annexe.

4. Sara B. Hobolt, Julian M. Horner, « The Mobilising Effect of Political Choice », *European Journal of Political Research*, 59 (2), 2020, p. 229-247 ; Damien Bol, Ria Ivandic, « Does the Number of Candidates Increase Turnout ? Causal Evidence From Two-Round Elections », *Political Behavior*, 44 (4), 2022, p. 2005-2026 ; Michael S. Lewis-Beck, Richard Nadeau, Éric Bélanger, *French Presidential Elections*, Londres, Palgrave Macmillan, 2011.

Cependant, avant de débiter, je tiens à préciser, tel un anthropologue abordant son terrain d'étude, mon positionnement axiologique face à cet ouvrage. Bien que membre d'un laboratoire ayant une longue tradition d'analyses électorales en France, le CEVIPOF de Sciences Po, j'ai rejoint cette équipe il y a seulement quelques mois et ma perspective reste celle d'un chercheur extérieur. Après avoir obtenu ma thèse à l'Université de Louvain en Belgique il y a une dizaine d'années, j'ai travaillé comme chercheur postdoctoral à l'Université de Montréal avant de devenir professeur au King's College de Londres. Je suis donc bien familiarisé avec les études électorales belges, canadiennes/québécoises et britanniques, mais relativement peu avec les études électorales françaises. J'ai bien entendu suivi son évolution au fil du temps, mais sans y avoir pris directement part. Ainsi, mon point de vue sur le livre de V. Tiberj et ses collègues est davantage celui d'un comparatiste curieux de l'évolution politique du pays que celui d'un électoraliste local. J'espère, de ce point de vue, apporter un éclairage original sur ce qui est sans nul doute un travail remarquable et un excellent ouvrage.

Une abondance de données et de contenus

L'ouvrage se distingue par son analyse minutieuse, reposant sur une abondance de données de haute qualité. Les auteurs mobilisent non seulement des données d'enquêtes « classiques » provenant d'échantillons représentatifs de la population française réinterrogée avant et après l'élection, mais aussi des données plus spécifiques sur les jeunes électeurs, la communication des partis et leur programme, ainsi que des entretiens qualitatifs approfondis avec de nombreux citoyens.

Je tiens à souligner la rareté et l'importance de cette approche dans ce type d'ouvrage, qui se cantonne souvent à un seul type de données, restreignant ainsi la focale de l'analyse. Rien de tel ici : V. Tiberj et ses collègues utilisent une diversité de données pour éclairer de manière unique leur question de recherche et ouvrir de nouvelles problématiques. Par exemple, le chapitre sur le rôle des réseaux sociaux dans les élections, écrit par Anastasia Magat et Marie Neihouser dans la

quatrième partie, se base sur une enquête spécifique conduite en ligne après le scrutin qui contenait une batterie de questions originales sur les usages numériques des répondants. De la même manière, celui de Stéphanie Abrial, Florent Frasque et Frédéric Gonther dans la même partie, qui porte sur les préférences démocratiques et anti-démocratiques des Français, s'appuie à la fois sur des données quantitatives d'enquête et des entretiens qualitatifs avec des citoyens dits ordinaires. Ce type de recherche mixte permet sans aucun doute d'enrichir l'analyse de dynamiques encore relativement méconnues.

En outre, les auteurs ont pris la décision originale et appréciable d'illustrer leurs données par de nombreux graphiques et tableaux et d'ajouter une annexe décrivant l'ensemble des bases de données mobilisées. Cela montre qu'ils considèrent leurs lecteurs, y compris le grand public intéressé par les enjeux électoraux, comme des personnes capables de comprendre les statistiques, qu'elles soient descriptives ou explicatives. Cette démarche mérite d'être applaudie car, trop souvent, les chercheurs tendent à adopter une approche paternaliste dans leurs textes de vulgarisation, supposant que les citoyens lambda ne comprennent pas les chiffres. Je suis personnellement de ceux qui pensent, au contraire, qu'ils les comprennent très bien et sont parfois frustrés de ne pas disposer de visuels plus détaillés des phénomènes qu'ils essaient de comprendre. Cela dit, il aurait probablement été bénéfique que les auteurs soient plus systématiques et uniformes dans la présentation des graphiques et tableaux, dont la qualité varie d'un chapitre à l'autre. Mais ceci reste un détail mineur face à la richesse de l'analyse proposée.

Du point de vue du contenu, l'ouvrage s'intéresse dans sa première partie aux déterminants sociodémographiques du vote lors des élections de 2022. En raison de la prépondérance de la sociologie dans les sciences sociales en France, ces « variables lourdes » occupent une place centrale dans les études électorales du pays¹. Ce livre ne déroge pas à la règle et donne un aperçu des différences d'appui partisan par groupe en fonction de l'âge, du genre, de l'occupation professionnelle et du lieu de vie, rural ou urbain. Toutefois,

1. Mike Lewis-Beck, Richard Nadeau, « Explaining French Elections. The Need to Meet in the Middle », dans Robert Elgie, Emiliano Grossman, Amy G. Mazur (dir.), *The Oxford Handbook of French Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 349-372.

même dans cet exercice classique, les auteurs ont réussi à apporter de l'innovation. Ainsi, le chapitre de V. Tiberj et Laurent Lardeux propose une analyse du vote en fonction des générations, à savoir les groupes ayant été socialisés dans des contextes socio-éco-politiques différents, plutôt que de se focaliser uniquement sur l'âge.

La deuxième partie est encore davantage innovante, puisque les auteurs s'intéressent aux enjeux de politique publique à la fois du point de vue des partis et des électeurs, en examinant comment ces enjeux structurent l'offre partisane et influencent le vote. Les auteurs vont donc un cran plus loin dans le célèbre entonnoir causal du vote développé par l'école du Michigan¹, puisque les attitudes sur les enjeux y constituent des déterminants plus immédiats du comportement électoral que les variables sociodémographiques. Ils analysent les attitudes des Français quant à une série d'enjeux tels que la redistribution, l'immigration, l'intégration européenne et l'écologie, et les mettent en relation avec les préoccupations des partis pour lesquels ils ont voté. De manière intéressante, le chapitre sur l'enjeu environnemental, écrit par Chloé Alexandre, Esther Hathaway et S. Persico, figure en premier dans cette deuxième partie, avant celui sur la redistribution, longtemps considérée comme la principale préoccupation des Français et le facteur structurant l'axe gauche-droite. Ce choix audacieux est résolument moderne et reflète une lecture attentive des transformations contemporaines des préoccupations électorales, notamment des électeurs les plus jeunes.

La troisième partie adopte le point de vue des partis et fait état, chacun à leur tour, de l'évolution de leurs structures au cours des dernières élections. Cette analyse plus classique est néanmoins un incontournable des études électorales en France et ailleurs. Elle donne aussi le plaisir de lire Pierre Martin qui, dans un chapitre très intéressant, analyse l'évolution pour le moins mouvementée des structures partisanes du camp macroniste depuis 2017.

Finalement, la dernière partie ouvre des portes sur des phénomènes et dynamiques électoraux relativement peu traités en France. Par exemple,

elle aborde le rôle des réseaux sociaux dans les élections, dont j'ai parlé plus haut, mais aussi les conséquences électorales de la mobilisation des Gilets jaunes. F. Gonthier, S. Abrial et Marion Mattos proposent ainsi un chapitre tout à fait intéressant sur le vote des individus ayant participé ou soutenu cette mobilisation entre 2018 et 2020. Ils démontrent avec une grande clarté que ces individus ne constituent pas un électorat homogène, se répartissant entre extrême droite et gauche radicale, et, bien sûr, abstentionnistes. Cela offre donc une piste très intéressante pour expliquer la polarisation actuelle de l'électorat français, comme en témoignent les élections législatives de 2024.

Les quelques absents

Malgré la grande diversité des sujets traités dans cet ouvrage, deux éléments centraux pour la compréhension des dynamiques électorales en France, et qui le seront encore davantage dans les années à venir, manquent à l'appel. Premièrement, il y a peu de références au concept d'identité partisane. Selon les travaux classiques sur le sujet développés aux États-Unis², l'identité partisane est un concept psychologique qui fait état de l'affinité que ressentent de nombreux citoyens pour un parti. Ceux-ci deviennent dès lors des supporters ou des partisans d'un parti spécifique, et cette affinité devient un marqueur à part entière de leur identité. Ainsi, ils ne se posent guère de questions au moment des élections et votent systématiquement pour leur parti préféré.

L'identité partisane a également des ramifications importantes pour la sphère électorale qui vont au-delà du vote. Par exemple, l'évaluation que font les partisans de la performance de leurs élus s'avère souvent biaisée, voire de mauvaise foi, tant ils tendent à amplifier systématiquement les succès de leur parti favori et à excuser ses échecs³. Par exemple, ils sont beaucoup plus tolérants vis-à-vis d'un bilan économique médiocre d'un gouvernement qu'ils soutiennent que du même bilan provenant d'un autre gouvernement. Ils développent un narratif alternatif afin d'attribuer cet échec à des facteurs extérieurs ou à d'autres partis.

1. Angus Campbell *et al.*, *The American Voter*, Chicago, University of Chicago Press, 1960.

2. *Ibid.*

3. Larry M. Bartels, « Beyond the Running Tally: Partisan Bias in Political Perceptions », *Political Behavior*, 24 (2), 2002, p. 117-150.

La France a été relativement épargnée par le phénomène d'identité partisane du fait du mode de scrutin à deux tours et de la fragmentation de l'offre politique qui en résulte. L'identité des électeurs s'est alors reportée sur les « blocs idéologiques¹ » qui ont longtemps constitué la ligne de fracture politique principale dans la population, divisant les gens de gauche et ceux de droite. Néanmoins, l'évolution vers une tripolarisation de l'espace politique pourrait remettre en question cet état de fait et encourager les partis à cultiver un sens d'identité, positif ou négatif, parmi leurs supporters. En raison de sa grande stabilité structurelle et de la fidélité d'une partie de son électorat, le RN semble ainsi avoir une longueur d'avance sur les autres partis à cet égard. Dans cette perspective, je pense qu'il serait intéressant d'étudier cette question de manière plus systématique dans les études électorales françaises, car elle pourrait s'avérer lourde de conséquences à l'avenir². En effet, si jamais le RN prend les rênes du gouvernement mais est incapable de réaliser l'ensemble de ses promesses, ce qui est probable si l'on en croit les exercices de budgétisation des programmes que plusieurs experts ont réalisés ces dernières années, il se pourrait qu'une grande partie de son électorat ne lui en tienne guère rigueur en raison de l'existence d'un biais partisan.

Deuxièmement, j'ai été surpris du peu de références au concept de vote stratégique ou « utile » dans l'ouvrage. L'inclination des électeurs à voter pour un autre parti que celui qu'ils préfèrent afin de maximiser leurs chances d'influencer le résultat de l'élection est en effet un sujet classique des études électorales à travers le monde³. Depuis l'élection présidentielle de 2002 et la défaite de Lionel Jospin dès le premier tour, alors même qu'une majorité de l'électorat était prête à voter

pour lui au second tour, il apparaît clairement que, contrairement aux prédictions initiales de Maurice Duverger⁴, le vote stratégique est une composante très importante du mode de scrutin à deux tours tel que pratiqué en France. Les électeurs doivent se coordonner dès le premier tour pour éviter la disqualification du candidat pour lequel ils souhaitent voter au second⁵. Ici aussi, la tripolarisation risque de renforcer cette nécessité de coordination, en particulier lors de l'élection présidentielle où, en vertu de la règle électorale, seuls deux candidats peuvent être qualifiés pour le deuxième tour.

De plus, la tripolarisation risque d'avoir des répercussions stratégiques sur le vote au deuxième tour des prochains scrutins législatifs. Comme on l'a vu en 2024, pour peu que la participation électorale ne soit pas trop basse, les compétitions triangulaires vont probablement se multiplier, ce qui va encourager les partis à devoir trouver des terrains d'entente pendant l'entre-deux-tours, mais aussi les électeurs à se coordonner, ce qui n'est pas toujours évident et peut donner lieu à des situations problématiques où le candidat élu n'a pas une majorité de soutien dans la circonscription⁶. Les élections législatives de 2024 ont à cet égard été un exemple de coordination autant au niveau des partis que des électeurs. Ce n'est guère étonnant compte tenu de l'extrême polarisation du scrutin qui a tendance à renforcer le vote barrage ou, plus généralement, le vote utile⁷. Je pense donc qu'il serait donc intéressant d'évaluer dans quelle mesure les électeurs français prennent en compte ces considérations tactiques dans leur vote.

Conclusion

En guise de conclusion, je voudrais rappeler tout le bien que je pense de l'ouvrage *Citoyens et*

1. Jocelyn Evans, *Voters and Voting*, Londres, Sage, 2003 ; Vincent Tiberj, « Le système partisan comme espace des possibles », dans Florence Haegel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 287-319.

2. Pour un exemple de recherche allant dans ce sens, voir Sylvain Brouard, Éric Kerrouche, « L'effet candidat lors des élections parlementaires : l'exemple des élections législatives 2012 en France », *Revue française de science politique*, 63 (6), décembre 2013, p. 1113-1136.

3. Gary Cox, *Making Votes Count. Strategic Coordination in the World's Electoral Systems*, New York, Cambridge University Press, 1997.

4. Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1951.

5. André Blais, Peter J. Loewen, « The French Electoral System and Its Effects », *West European Politics*, 32 (2), 2009, p. 345-359.

6. Vincent Pons, Clémence Tricaud, « Expressive Voting and Its Cost : Evidence from Runoffs with Two or Three Candidates », *Econometrica*, 86 (5), 2018, p. 1621-1649.

7. Jean-François Daoust, Damien Bol, « Polarization, Partisan Preferences, and Strategic Voting », *Government and Opposition*, 55 (4), 2020, p. 578-594.

partis après 2022. V. Tiberj et ses collègues réalisent un tour de force en offrant une analyse méticuleuse et convaincante, basée sur une abondance de données variées. Ils couvrent une série de thèmes primordiaux pour comprendre la singularité des élections de 2022 et comment elles s'inscrivent dans l'évolution du paysage politique français sur le moyen et long terme.

Le mot clé qui me vient à l'esprit après la lecture de cet ouvrage est « modernité ». D'une part, comme je le mentionnais ci-dessus, les thèmes abordés et la diversité des méthodes utilisées sont à la pointe des études électorales mondiales. D'autre part, d'un point de vue plus « méta », la façon de faire de la recherche est également résolument moderne. L'ouvrage est en effet le fruit d'une véritable collaboration de près de 40 chercheuses et chercheurs, la plupart très jeunes, provenant de multiples universités et laboratoires à Bordeaux, Grenoble, Lille et Paris notamment.

Cette démarche s'inscrit parfaitement dans le phénomène global visant à dépasser les querelles de chapelle et à ouvrir la science afin de contribuer au mieux au bien public, suivant le vieil adage selon lequel il y a plus dans deux cerveaux que dans un seul.

En guise d'anecdote, il est amusant de noter que la plupart des chapitres de l'ouvrage ont été écrits en écriture inclusive, mais que les presses universitaires qui l'éditionnent ont décidé de revenir au format traditionnel, preuve que l'ouvrage est, d'une certaine manière, en avance sur son temps, ou du moins en avance sur le temps du monde académique. J'espère dans tous les cas qu'il s'agit ici du premier d'une longue série à venir, dans le même esprit collaboratif et inclusif qui témoigne de l'excellent état de santé de l'électorat français.

Damien Bol –
FNSP, Sciences Po, CEVIPOF